

## Etat de siège!

**Edito:** Le désengagement de l'Etat pour certains, son affaiblissement pour d'autres, sont des sujets très en vogue dans le milieu politique. Mais de quoi s'agit-il au juste ? Cette institution est-elle en train de se saborder ou de se transformer ? Nous ; Anarchistes, sommes convaincus qu'il s'agit d'une transformation, (L'Etat ne disparaîtra pas seul!) entreprise voilà des décennies, et dont la finalité est le libéralisme économique, accompagnée d'un arsenal répressif à même de juguler les mouvements sociaux qui tenteraient de s'opposer à cette transformation.

Les partis de gauche sont souvent d'accord pour revendiquer un Etat fort, pour certains à la sauce du Conseil National de la Résistance, qui décidait à l'unanimité il y a 60 ans de "rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle...".

Sur le plan de la puissance économique, l'Etat français n'a pas à se plaindre. Le pillage organisé et militarisé de ses vassaux colonisés lui a permis d'accumuler des richesses colossales, dans le pétrole notamment. Sa puissance militaire n'est pas en reste. L'arsenal nucléaire français permet à l'Etat de s'exprimer au niveau des plus grandes puissances militaires mondiales. En ce

qui concerne la grandeur de l'Etat, et son éventuelle mission universelle, on reconnaît ici le style incomparable du "général" auquel répondit à sa façon la jeunesse de Mai 1968.

Revenons à aujourd'hui, et analysons brièvement les évolutions de l'Etat sous deux points de vue qui sont intimement liés : l'économie et le pouvoir :

Sous le prétexte que l'Europe l'exige (mais ce sont les Etats européens qui constituent l'Europe...), l'Etat privatise les grands monopoles publics (Transports, Energie, Télécom, ect...) dont l'usager a financé les infrastructures. Sans entrer dans le détail, il est clair que nous sommes en face d'une véritable accapuration par le capitalisme (national ou pas, peu nous importe) de biens qui ne lui appartiennent pas. Et c'est bien l'Etat qui permet, organise, encourage ce vol à grande échelle ! Sur ce plan de la spoliation (privatisation pour certains), notons que la droite au pouvoir a du mal à faire aussi bien que la gauche qui la précéda. Quelques chiffres précisent la direction prise par l'Etat: Entre 1996 et 2004, le PIB de la France a augmenté de 33%. Dans le même temps, l'Etat a limité l'augmentation des cotisations sociales à 16,3% et a par contre augmenté les impôts de

39%. Le budget de l'Etat augmente donc très substantiellement au détriment des caisses sociales, mais l'illusion est parfaite si l'on considère la somme des prélèvements obligatoires (impôts + cotisations sociales) qui demeure stable autour de 44% du PIB. Sur le plan national, un transfert des richesses produites s'effectue donc du public vers le privé et des cotisations sociales vers le budget de l'Etat. En clair, la classe prolétaire s'appauvrit quand la classe capitaliste s'enrichit et quand les ressources de l'Etat augmentent, selon un système de vases communicants maîtrisé par lui. Mais pour financer quoi ?

Le budget 2006 prévoit la suppression de 2000 postes d'enseignants et dans le même temps l'embauche de 500 personnes au ministère de la Justice, 800 gendarmes et 650 policiers<sup>(1)</sup>. A 50 postes près, le compte est bon. Voilà un message clair à l'adresse du corps enseignant qui revendique des postes! La progression de 10% des sommes consacrées à l'emploi est essentiellement liée à des allègements de charge pour les patrons ! Les patrons pourront remercier l'Etat, à moins que les deux ne se confondent...

Ces quelques considérations permet-

tent d'affirmer qu'il n'y a pas lieu de parler de disparition ou de désengagement de l'Etat, mais que nous sommes en face d'un durcissement de l'Etat répressif. Ce durcissement se produit dans un contexte social qui n'est ni plus ni moins revendicatif qu'il y a 10 ou 20 ans (voir les mobilisations conséquentes pour les retraites de 2003... et leur échec) et nous laisse penser que l'Etat a pleinement conscience que spolier les gens, c'est prendre le risque de les voir se révolter. C'est une des raisons pour lesquelles le maillage policier et militaire n'a jamais été aussi dense que de nos jours, assorti de moyens technologiques toujours plus sophistiqués. Ce fait constitue une des explications des besoins financiers toujours croissants de l'Etat.

Plus de flics et moins d'infirmières, plus de financements policiers et moins de financements sociaux, plus de services privés et moins de services publics, mais toujours autant d'Etat, pour permettre et organiser la main mise du capitalisme sur toutes nos activités, dans un cadre de réduction permanente de nos libertés (répressions syndicales, répression de l'action directe comme pour les faucheurs d'OGM, répression des lycéens...) . **Etat de siège !**

<sup>(1)</sup> Site officiel du ministère des finances [http://www.finances.gouv.fr/minofi/publique/budget\\_etat/index.htm](http://www.finances.gouv.fr/minofi/publique/budget_etat/index.htm)

## Les discours du pouvoir

« **Toute prise de parole est prise de pouvoir.** » (R. Barthes). Ainsi les arguments portés par le discours ne sont jamais réellement convaincants car on entend d'emblée leurs enjeux quant au contrôle social exercé par ceux dont l'objectif est de prendre d'assaut la tribune. Ce qui compte, ce n'est pas ce qui est dit mais qui le dit. Comment, néanmoins, un discours faux à la première articulation logique, démentant l'observation stricte des faits,... comment peut-il obtenir l'adhésion des masses ? Comment le discours frontiste sur le « vol du pain des Français par les immigrés » peut-il satisfaire le plus grand nombre ? Enfin, visitez un chantier, n'importe quelle propriété agricole à l'heure des récoltes et tenez deux secondes la vue de ces immigrés du jour, de la veille ou de l'avant-veille trimant, humiliés par le soleil, la pauvreté et le premier petit chef venu, national mais socialiste ! A qui volent-ils ces immeubles de luxe qu'ils bâtissent mais n'habiteront jamais ? A qui volent-ils ces fruits qu'ils cueillent pour quasiment rien mais qui se vendent à prix d'or ? A qui volent-ils la richesse qu'ils créent mais qui ne sera jamais la leur ? Nul besoin d'études

économiques poussées pour se rendre à l'évidence. Et malgré tout, la majorité est convaincue du contraire. Il est toujours plus rassurant de désigner des responsables que de poser un problème : l'exploitation, la xénophobie... Force est d'admettre que le discours du pouvoir n'a pas pour mission – comme il le prétend, même hautement chez les social-démocrates ! – d'être vrai, de changer dans la réalité des gens ce qu'il y a d'insoutenable. Il s'agit plutôt de flatter les idées reçues, de trafiquer l'image que nous avons de ce qui existe. Dans le sens des intérêts d'une caste et de ceux qui l'incarnent, bien sûr. Voici donc quelques avertissements rapides à l'usage des gens pour démasquer les stratégies de pouvoir attachées à son instrument privilégié, le discours.

### Attention, racolage sur la voie politico publique !

L'objectif de l'homme de pouvoir est de gérer le rapport de ces « administrés » à la réalité sociale et à lui-même. Ce rapport est soumis à un certain nombre de règles convenues qui constituent son image, en tant que justement homme de pouvoir, c'est-à-dire susceptible de mener la

meute. Ainsi est-il tout d'abord un produit qui s'offre sans vergogne sur un marché. Le plus prisé sera le mieux à même d'incarner la collectivité dans ce qu'elle prétend être. Bienvenu donc à la grande foire à l'opinion où le chaland électeur se voit proposer le dernier leader maximo en vogue aux dents bien blanchies, dont la valeur correspond peu ou prou à la vigueur du jarret et à la fermeté frontiste du mugissement. D'autres préféreront, sans doute, le poil lustré du canasson au pedigree avantageux, sa posture farouche mais libérale – et non moins redoutable à provoquer les transes d'une plèbe en mal de raffinements aristocratiques : Qu'à cela ne tienne, la République a de quoi satisfaire aux besoins de tous ordres ! Ses lois sont intouchables, ce qui n'est pas incompatible avec la variété. C'est bien dans le vacarme des comices agricoles que commence le « politique » ! Une fois choisi, l'animal est conduit à l'autel pour son union mystique à la nation, comme il le sera plus tard pour son sacrifice, - programmé lui aussi. Nous pourrions prétendre que les dits « progrès du droit » sont promus pour protéger les dominants (monarques, chef de gouver-

...Suite page 2...

### Infos&Analyses Libertaires

#### SOMMAIRE

Page 1-2

**Les discours du pouvoir**

**L'Etat se renforce sur le dos des immigrés!**

Page 3

**Face aux intimidations et à la répression, riposte sociale !**

**Du profit de la Recherche à la recherche de profit.**

**Soutien aux 14 de Rodez**

Page 4

**Adresse aux organisations libertaires françaises**

**Contacts C.G.A.**

...Suite de la page 1...

nement, veau de lait, agneau...) de la sauvagerie populaire quand sonne l'heure de la guillotine, de la hache ou du couteau de boucher. Les gens simples ont les joies qu'ils peuvent dans la vie.

Résumons-nous : la formation d'une image du pouvoir est partie intégrante. L'homme politique ne parle plus comme sujet de ce qu'il dit, mais comme quelqu'un qui a une image à entretenir. Ce fait ne peut avoir d'autre conséquence que de stériliser sa parole. Dès lors ce discours se met à codifier, réglementer, désarmer les consciences. Contre les valeurs vivantes, il invente des lois mortifères. - Qui se sent servir la moindre cause éthique à respecter les lois Sarkozy ou le code du travail ? Contre les principes protégeant les métamorphoses de ces aspirations à la justice et à la solidarité, elle nivelle tout, réécrite le souhaitable au nom d'un soi-disant nécessaire, condamne l'aide fournie à l'homme victime de l'iniquité sociale, et félicite la population de ses consommations touristiques, condamne ceux qui ne vont pas en vacances, et félicite ceux qui sombrent dans un individualisme forcené. Contre les mouvements les plus simples de l'existence, elle impose des mécaniques rituelles abrutissantes : prosternations, genuflexions, élections... Au service de la collectivité, elle substitue le service du culte - de la personnalité de préférence, la servilité consacrée par les traditions.

Facile de sombrer dans le puits sans fond de ces fantasmes au rabais, fruit de l'imaginaire indigent du pouvoir, et pourtant devenu efficace à force de ressassement. Facile de se laisser rassembler autour du chef ; plus facile, en effet, que de construire notre appartenance commune par le commerce simple et quotidien de la diversité. Facile... facile mais dangereux ! Quitte pour chacun d'entre nous d'aller se soulager de toute cette médiocrité dans je ne sais quelle église, ou autres vespasiennes (dico) du palais.

#### Les mots du pouvoir.

« Il faut passer la France au karcher. », « ...nettoyer le pays des voyous », Sarkozy-2005. En des temps pas si lointains, il pouvait être question de « l'ennemi de l'intérieur », des « bougnouls au Parlement » ou de déclarer « la patrie en danger ». Les leviers du discours de pouvoir apparaissent clairement : flatter l'opinion en décrétant sa pureté, pureté menacée par l'étranger de circonstance (quitte pour cela à s'abaisser à parler peuple !) qui servira de bouc émissaire, instiller la peur dans l'esprit des gens, prophétiser le cataclysme pour faire passer ce qui sera perçu comme un mal moindre. Quand la collectivité ne peut plus se reconnaître autour de l'image du chef, l'unité se rétablit autour de l'ennemi commun et de l'homme de la situation, auto proclamé. L'essentiel n'est pas que tel soit le cas réellement, mais que tout le monde y croit. Les ficelles encore une fois sont un peu grosses, mais il les faut pour enchaîner les individus, détourner les regards des responsabilités de ce même pouvoir, tuer dans l'œuf toute velléité de révolution sociale. L'homme politique dans son discours doit être l'homme providentiel, le sauveur élu..., et affirmer sans honte le caractère sacré de son destin. Nous affligera-t-il encore longtemps avec ses diatribes vulgaires, cette rhétorique haineuse

Nous autres anarchistes dénoncerons sans relâche le pouvoir et ces méthodes d'un autre âge. Nous continuerons à miser sur l'intelligence pour débusquer toute logique tribale qui ne fait que consacrer la violence. Seule la diversité des discours peut témoigner de la réalité vécue et nous servir d'arme contre un Etat - marchand de méchant sommeil. Il n'y a d'avenir digne de ce nom qui ne soit l'œuvre de tous !

Groupe Puig Antich (Rodolphe)

# L'état se renforce sur le dos des pauvres et des immigrés!

Sortie très affaibli de la victoire du NON au Référendum sur le traité constitutionnel, le gouvernement, malgré un changement de premier ministre, reste fragilisé par le manque de confiance que les français lui accorde. La politique économique et sociale de De Villepin, comme celle de son prédécesseur, ne rencontre pas l'adhésion de la population. Or ce sont ces thèmes que la campagne électorale du mois de mai a placé au centre des préoccupations politiques. Cette situation est donc partiellement délicate pour le pouvoir. Partiellement seulement, car le nouveau gouvernement possède toujours une large majorité à l'Assemblée Nationale, lui permettant de mener la politique qu'il entend. De plus, il bénéficie d'un manque de combativité sur le terrain des luttes sociales. Cependant, l'érosion de sa légitimité peut présenter un risque sur ce terrain. Risque qu'il ne souhaite pas prendre, dans la mesure où cela pourrait remettre en cause deux de ses principaux objectifs. A savoir, profiter d'une majorité exceptionnelle à l'Assemblée pour continuer le plus vite possible le travail de démolition sociale, et gagner les élections en 2007.

La marge de manoeuvre est donc relativement étroite pour gagner les prochaines échéances électorales en menant des politiques sociales impopulaires sans susciter de conflit social important. Pour ce faire, on nous ressort de vieilles méthodes qui ont déjà fait leurs preuves. Le gouvernement prendra donc un ton offensif sur deux thèmes porteurs : la sécurité et l'immigration. Il s'agit pour lui de faire émerger des préoccupations qui peuvent produire un contre feu au problème social. Ces thématiques ont pour objet de souder la population autour de l'Etat, dans le but de redonner un peu de légitimité au gouvernement.

Cependant, l'action du gouvernement n'est pas guidée que par l'opportuniste. Les politiques sécuritaires ont aussi pour objectif de gérer les violences sociales en leur donnant une lecture exclusivement orientée sur la déviance individuelle. Voilà donc le programme pour les mois à venir : criminalisation de la pauvreté et augmentation des pouvoirs coercitifs de l'état.

## Immigration

L'état travaille ici un thème qui oriente la société vers des réactions de frilosité, de cloisonnement et de méfiance plutôt que de solidarité et d'entraide. L'ensemble des mesures s'articulent autour d'une idée forte, celle de l'immigration choisit. Évidemment, il n'est pas question ici du choix de certains français d'aller vivre dans un autre pays, mais de définir quel type d'étrangers peuvent ou ne peuvent pas vivre sur notre sol, dans une vision totalement réductrice et utilitariste de l'immigration. Dans cette idée, le Ministre de l'Intérieur a affirmé vouloir augmenter encore le nombre d'expulsion. Pour y parvenir, le gouvernement remet en route les charters. Cette fois ci cela se fera dans le cadre du G5, en remplissant, à plusieurs pays, un avion pour une destination particulière(1). Dans cette ambiance, la question des quotas refait surface dans un certain consensus(2). Au début de l'été, c'est la santé des sans-papiers qui a été attaqué en limitant l'accès à l'AME (Aide Médicale d'Etat) par la mise en place de contrôles qui ne peuvent avoir comme effet que de les éloigner des soins.

Toutes ces mesures sont autant de clins d'oeil à la droite extrême de De Villiers et Le Pen, dont l'électorat a voté NON au référendum. Pour gagner 2007, il faudra bien les ramener dans le giron de l'UMP. Et si cela s'avérait insuffisant, l'après Le Pen approchant pourrait bien ouvrir la possibilité d'une union des droites dans un scénario à l'italienne.

## Sécuritaire

Le choix d'utiliser le thème de l'immigration pour l'après Référendum, avait été pris avant le scrutin(3), pour conclure le mandat de Chirac et préparer la campagne de 2007. La défaite plus importante que prévue le 29 mai ramène aussi Sarkozy aux ministères de l'intérieur et avec lui les thématiques sécuritaires. Sitôt nommé Place Beauveau, le nouveau ministre de l'intérieur, avance ses pions. D'abord un ton polémiste et des phrases chocs pour avancer le plus loin possible sur le terrain des idées réactionnaires, comme il l'avait fait en 2002 pour préparer son projet de Loi sur la Sécurité Intérieure (LSI). Ensuite l'annonce officielle de mesures tout azimuts pour tester le niveau d'opposition puis finalement l'annonce d'un puis deux projets de Loi pour la rentrée.

Ce coup ci, le gouvernement a dans sa besace, la condamnation aggravée et automatique de la récidive. Ce types de mesure, comme la tolérance zero a déjà été testé au USA et a mené à des aberrations telles que des condamnations à de très longues peines pour un vol à l'étalage. La caricature de ce type de logique a probablement été atteinte dans l'affaire Maribel Cuevas cet été, dans l'état de Californie, ou une fillette de 11 ans fut arrêtée et inculpée « d'attaque avec une arme mortelle » pour avoir jeté une pierre à un jeune voisin qui lui lançait de l'eau(4).

Il a aussi été question à l'occasion des débats sur la récidive, de contrôler plus les juges, ce qui va dans le sens d'une dépendance plus importante de la Justice vis à vis du politique comme dans la Loi Perben 2. Enfin, les affaires de La Courneuve et de Perpignan ont été l'occasion de remettre en selle le « Projet de Loi sur la prévention de la délinquance » . Projet qui dans sa première mouture en 2004 prévoyait entre autre des mesures coercitives délirantes sur la prime enfance et l'obligation de collaborer à des missions de contrôles pour les professions du monde de l'éducation.

Les attentats du mois de juillet à Londres ont donné une occasion supplémentaire au gouvernement d'accentuer et de justifier la politique sécuritaire qu'il comptait mener. Là, l'alibi de la lutte anti-terroriste est de nouveau utilisé pour faire passer des mesures pensées bien avant. Devrait figurer dans un projet de loi, la mise en route d'une nouvelle carte d'identité avec des données biométriques. Cette outil technique était déjà en vigueur pour les demandes de visa émanant de cer-

tains pays. De Villepin avait la volonté de le généraliser il y a quelques mois et multipliait les réunions de concertation pour imposer ce nouvel outil. Une autre mesure qui était présente dans le projet de prévention de la délinquance refait surface et devrait s'insérer dans ce projet de loi. Il s'agit de l'extension de la vidéosurveillance. Le but est de rendre l'accès aux caméras publiques mais aussi privés, beaucoup plus aisé pour les forces de police et d'augmenter le nombre de caméra dans les lieux publics. Quoiqu'il en soit, ces mesures, comme celles que nous ne connaissons pas encore à l'heure où nous imprimons, ont toutes pour objet de renforcer le contrôle de l'état sur l'ensemble des citoyens, augmentant les dispositions de la LSQ, en vigueur depuis 2001(5).

En mettant le cap sur le sécuritaire et l'immigration, le gouvernement tente à la fois de retrouver un bout de légitimité et de gérer les dégâts collatéraux de ses politiques antisociales. Cette gestion implique d'établir un contrôle important de la société et de faire fis des quelques garanties sur les libertés qu'octroyait jusqu'à présent les démocraties parlementaires.

Ces volontés de construire un régime plus autoritaire doivent rencontrer une opposition la plus large possible, comme les politiques de précarité généralisée dont elles sont le pendant. Un des enjeux auquel nous devons nous atteler est de faire avancer au sein du mouvement social des outils pour combattre, dans le même temps, les attaques sociales de la bourgeoisie et les tendances autoritaires qui les accompagne.

Stephane (Montpellier)

(1) Grande Bretagne, Espagne, Italie, Allemagne et France. Trois des pays du G5 sont gouvernés par les sociaux-démocrates

(2) En plus de ses partisans à droite, SOS Racisme n'y est pas opposé, Julien Dray et Malek Boutih au PS y sont favorables, ainsi que des portes paroles du Non de gauche comme Emmanuelli en leur temps.

(3) Annoncé par le porte parole du gouvernement, Jean-François Coppé, Le Monde du 24 mai 2005.

(4) Libération du 19 juillet 2005

(5) Certaines dispositions de la LSQ, de part leurs caractères liberticides étaient provisoires. Elles ont depuis été pérennisées.



# Face aux intimidations et à la répression, riposte sociale!

L'heure de la rentrée vient de sonner, et comme d'habitude les réveils matin sont difficiles ; comme d'habitude, les leaders des grandes organisations syndicales dégueulent d'effets d'annonces et préparent déjà, en coulisse et loin de leurs bases respectives, dans les salons feutrés et jusqu'à l'université » d'été du MEDEF la grande mobilisation promise en juin.

Déjà au soir du 10 mars 2005, puis après le vote du 29 mai, nous allions voir ce que nous allions voir, c'est à dire rien qui ne puisse ébranler ni même faire courber l'échine au gouvernement.

Mieux, celui-ci profitait de la période estivale pour décider du sort et des intérêts des travailleurs à grands coups d'ordonnances... très démocratiques.

Ce cher D. de Villepin (décidément, il y eût quelques oublis fâcheux dans la grande tourmente de 89), en bon jésuite aristocratique et ultra-libéral, fidèle à ses principes et ses valeurs, jamais avare d'idées progressistes pour la digne classe des nantis qu'il représente, prit une série de mesures visant à porter un coup fatal aux droits des salariés.

Des atteintes aux statuts de la fonction publique et au code du travail en passant par l'accélération du processus de privatisations (vente des sociétés d'autoroutes) et l'aggravation de la précarité avec la mise en place du contrat social nouvelle embauche, ce sont autant de décisions éhontées s'ajoutant aux logiques de discriminations sociales (exclusion des moins de 26 ans dans les calculs liés à la

précarité) et syndicales - pourtant réprimées par ailleurs par plusieurs articles de lois au niveau national, européen et international - qui nous sont imposées.

## Le front des luttes s'élargit, la répression anti-syndicale aussi!

Dans le public comme dans le privé, des militants syndicaux, des salariés, mais aussi des paysans, des lycéens, relèvent la tête et livrent une rude bataille pour le maintien de leurs acquis, l'amélioration de leurs conditions de travail et d'existence. Tous les jours, ils ont à subir toutes sortes d'humiliations : harcèlement, mesures disciplinaires, licenciements, fortes amendes quand ce n'est pas des condamnations à des peines d'emprisonnement. Ce jeu de massacre pose cependant la question de la riposte sociale.

A quand l'offensive généralisée contre le gouvernement, l'Etat, les patrons ?

Quand les travailleurs syndiqués comprendront-ils qu'il est grand temps d'en finir avec leurs apparatchiks englués dans la collaboration de classe et le paritarisme ?

Les logiques répressives que nous subissons ne sont possibles que parce que la classe des dépossédés que nous sommes n'est pas suffisamment organisée.

Seule l'action collective non vérolée par quelques basses manœuvres politiciennes dans les syndicats pourrait nous permettre de renverser la vapeur.

Nous savons que la route menant à l'émancipation intégrale des travailleurs et de tous les individus, quelles que soient leurs qualifications ou compétences, quelques soient leurs limites intellectuelles et techniques quelles soient leurs origines sociales et culturelles est encore longue et parsemée d'embûches.

En attendant, reprenons au plus vite le terrain des luttes pour ne pas laisser le gouvernement manœuvrer à sa guise. Loin des logiques d'appareils, organisons nous et ne cédon plus un seul pouce de terrain. Et souviens toi de ceci : *celui qui se bat peut perdre, celui qui ne se bat pas a déjà tout perdu.* A bon entendeur...

Bertrand  
Groupe «les Fédérés»  
AUCH



## Du profit de la Recherche à la recherche de profit.

La mobilisation exceptionnelle des chercheurs en 2004 a contraint le gouvernement, non seulement à reculer sur la baisse programmée des effectifs(1), mais aussi à débloquer les fonds des organismes publics, fonds sérieusement amputés(2). Le gouvernement d'alors communique et un milliard d'euros est annoncé pour soutenir la recherche (on appréciera le détail!): 1/3 provient du dégel des crédits déjà mentionné, 1/3 d'exonération pour les industriels(3) et 1/3 pour la création de la nouvelle Agence nationale pour la recherche (ANR). Plusieurs anciens fonds abondent cette ANR qui devient du coup le principal guichet de financement - mais pas seulement - pour la recherche scientifique civile(4). En effet, compte tenu de sa capacité d'embauche de personnels sur CDD, c'est près de 10000 scientifiques qui pourront être potentiellement recrutés(5) sur ces contrats de 12 à 36 mois(6). Il faut compter également avec la mise en place des Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) qui doivent regrouper localement organismes, universités et industriels. Conçus pour favo-

riser la coopération scientifique et le transfert de technologie, ces interfaces vont pouvoir également recruter une partie de leur personnel sur CDD.

Dès lors, la loi de programmation de l'emploi scientifique, réclamée par les Etats généraux de la recherche qui ont suivi la mobilisation de 2004 et sur laquelle s'est engagé le gouvernement, est sans cesse repoussée(7): et pour cause! sans une réaction sensible de la corporation, tout est en place pour gérer l'emploi d'un nombre toujours plus important de contractuels.

On le voit, le secteur de la recherche scientifique est en plein chamboulement, les structures qui se mettent en place et les réformes en cours (8) ont en commun d'apporter les modifications statutaires qui vont permettre de piloter, plus qu'il n'était possible de le faire jusqu'à présent, la recherche vers les objectifs retenus par le gouvernement. L'emploi précaire, le précaire financement des projets, sont ici deux outils de plus aux mains de la classe dirigeante pour orien-

ter autoritairement la recherche dans l'espoir de retombées industrielles. Relativement épargnée jusqu'à présent par la précarité, moyennant un recrutement sur statut de la fonction publique et un financement récurrent d'Etat, la recherche scientifique civile n'échappe plus à l'idéologie libérale pour qui tout ce qui s'oppose à ses intérêts de classe doit disparaître, au pire être réformer.

Ainsi l'activité du service public de recherche scientifique - pris dans son ensemble - est bien une activité de production de richesse et à ce titre intégrée au système de production capitaliste. Aussi, il ne faut pas croire que la présente évolution dans le sens de la précarisation et d'un pilotage industriel accru suppose un âge d'or où la recherche était déconnectée d'impératifs économiques nationaux. Cette évolution reflète plutôt celle d'un Etat qui, se délestant des autres activités demeurées jusqu'à présent dans son giron, se recentre sur ses pouvoirs régaliens.

Doumé Gajous

(1) Remplacement des départs à la retraite plus 3000 embauche pour les universités et organismes.

(2) 300 ME pour le seul CNRS avaient été gelés en 2003.

(3) Sans réelle contrepartie ni évaluation.

(4) Dès cette année, l'ANR financera pour 700ME d'autorisations de programme, soit 3 fois la capacité du CNRS qui compte 25000 chercheurs.

(5) Le gouvernement s'engage à porter le budget de l'ANR à 1000 ME d'ici 2007.

(6) en tablant sur une base de 150ME pour financer 3000 postes.

(7) La LOP devait être adoptée en conseil des ministres fin juin.

(8) La réforme du CNRS en cours prévoit 10 à 15 % du personnels de l'organisme sur contrats hors-statut fonction publique.

## Solidarité avec les 14 de Rodez (Procès du 7 Septembre 2005)

Comme la Coordination des Groupes Anarchistes l'avait formulé le 22 juin 2003 en solidarité avec José Bové et d'autres militants du mouvement social injustement sanctionnés, comme elle l'avait à nouveau fait, le 3 décembre 2003 pour René Riesel et les quatre salariés perpignanais des ASF, comme elle l'avait fait le 26 octobre 2004 en solidarité avec Kamel, militant CGT de Daewoo et Rolland Veuillet dans l'Education nationale, comme elle l'a fait enfin, le 20 mai 2005, en solidarité avec Samuel Morville

et les autres lycéen-e-s impliqués dans le mouvement contre la loi Fillon, elle s'insurge aujourd'hui contre les poursuites dirigées à l'encontre de 14 militants syndicalistes (12 de la Confédération paysanne et 2 de la CNT).

La CGA, aujourd'hui comme hier, dénonce la criminalisation du Mouvement social et de l'action syndicale.

Une action collective, militante, revendiquée et assumée comme telle, sert en fait de levier à la "Justice" pour mener ses

basses besognes contre les organisations qui contestent l'ordre social et libéral établi.

Ainsi, Jean-Emile Sanchez Secrétaire Général de la Confédération paysanne fait-il les frais, avec 11 de ses compagnons et deux syndicalistes de la CNT, d'un renforcement de la politique répressive de l'Etat. Une politique toute entière dévouée au libéralisme triomphant, une politique qui n'admet nullement la contestation et encore moins le recours à l'action directe.

Face à l'Injustice majuscule que représentent tous les mauvais coups portés par le pouvoir à l'encontre de ces compagnons, la CGA tient à réaffirmer sa totale solidarité avec les 14 de Rodez " et sera présente, le 7 septembre, jour du procès afin de témoigner dans les faits de cette solidarité.

Relations Extérieures de la C.G.A.

# Adresse aux organisations Libertaires Françaises

**Les Relations Extérieures de la Coordination des Groupes Anarchistes** ont décidé de lancer et d'organiser une campagne de solidarité au profit des compagnons libertaires marocains dans le but de leur permettre de mener à bien leur projet d'ouverture d'un « Centre Libertaire d'Etudes et de Recherches au Maroc ». Ce projet fait suite aux différentes tentatives d'intimidation dont a été victime Brahim Fillali, le responsable du journal libertaire « Ici et maintenant » (1).

Outre le fait que cela témoigne de la solidarité la plus « normale » entre militant-e-s et organisations libertaires au plan international, le développement d'un mouvement de contestation autour de nos idées, en Afrique du Nord, nous semble d'un intérêt capital.

Nous espérons recevoir des différentes composantes du Mouvement libertaire hexagonal une réponse positive et un appui à l'initiative qui est la nôtre et qu'elles la relayent auprès de leurs militant-e-s et sympathisant-es.

## LES MODALITES :

Les chèques sont à libeller au nom de : **Cercle d'Etudes Sociales**  
Compte N° 00022006141  
Crédit Mutuel – PERPIGNAN  
et à envoyer à l'adresse suivante:  
**CES, BP 233**  
**66002 PERPIGNAN Cedex**

inscrire au dos du chèque:  
« SOLIDARITE PRO-MAROC »

Nous vous tiendrons informés de l'avancée de la souscription solidaire et nous vous ferons parvenir un bon de souscription où figurera le montant du versement effectué...  
Nous rendrons public, au fur et à mesure, la liste des organisations et militant-e-s en regard des souscriptions effectuées.

Relations Extérieures de la Coordination des Groupes Anarchistes / [antich@wanadoo.fr](mailto:antich@wanadoo.fr)

(1) Les faits ; textes de Brahim Fillali :

Bonjour,

Le local du journal « Ici et Maintenant » a été brûlé par un ou des inconnus pendant la nuit du mercredi 22 au jeudi 23 juin 2005, le dit local se trouve à Msemrir province de Ouarzazate, sachant que je rencontre continuellement des problèmes dès la publication du premier numéro citant par exemple: j'ai reçu une lettre qui me menace le 26 novembre 2004, juste après la publication du troisième numéro, puis le 03 juin 2005 j'étais convoqué oralement par la brigade judiciaire de la gendarmerie de Ouarzazate cela par l'intermédiaire du chef de la brigade de Msemrir sur l'affaire d'une lettre envoyée au ministre de la justice, signée par Anouze Brahim, qui touche selon le gendarme le roi, sa femme et le Sahara... J'ai refusé d'y aller puisque je n'ai pas reçu la convocation écrite, et ce problème ne me regarde pas. Après 19 jours voilà le local brûlé, demain je ne sais ce qui va arriver.

J'accuse l'autorité et la mafia locale, tous ceux qui sont dérangés par ce journal, ceux qui profitent de la misère, de l'ignorance, de la marginalisation, du sous-développement de cette région.

Brahim Fillali,  
Directeur responsable du journal  
« Ici et Maintenant »

## Annnonce de la création du C.L.E.R.

Bonjour,

### Qui sommes -nous?

Nous sommes des individus autonomes qui voient que l'anarchisme (la pensée libertaire en général) doit prendre sa place comme toute pensée qui circule dans la société.

Nous observons avec évidence que la pensée anarchiste est marginalisée, mal connue; et pourtant la société marocaine a connu dans le passé plus proche une

pratique libertaire dans sa vie quotidienne; il s'agit d'une vie communautaire où l'entraide, l'autonomie, la propriété collective étaient toujours présentes, cela veut dire que cette pratique sociale au quotidien n'a été connue par n'importe quelle qualification idéologique, c'était un chemin qui a des relations étroites avec ce qu'on appelle le projet libertaire, l'action était donc plus importante dans cette société communautaire que toute qualification idéologique.

### Pourquoi ce centre ?

Pour étudier la société, la connaître assez bien, une approche libertaire est nécessaire, tout au moins pour donner une autre vision différente de ce qui circule. La société marocaine jusqu'à présent n'a été abordée par la théorie anarchiste, vu sa marginalisation, pourtant les traces de l'auto-gestion, l'autonomie et l'entraide étaient toujours présentes malgré l'offensive ennemie sérieuse dans sa manoeuvre pour mettre fin à tout aspect de vie collective anticapitaliste.

### Les moyens ou outils de travail :

- La constitution d'une bibliothèque riche contenant la littérature anarchiste dans sa diversité; elle doit être dans ce sens une mémoire de l'anarchisme en tant qu'une arme pour se défendre contre l'agression et l'oubli.

- L'organisation des conférences portant sur des thèmes théoriques qui illustrent ce patrimoine anarchiste à travers le monde, d'après des penseurs / militants pour lesquels ce chemin de la conquête de la liberté a coûté cher; l'emprisonnement, l'asile, l'assassinat et toute sorte de torture. Les expériences hors frontières de différent peuple et communauté dans le passé ainsi que maintenant, cela pour faire savoir à notre peuple que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire, et que la victoire de l'impérialisme actuellement n'est possible que parce que la contre-attaque est faible, dispersée et mal organisée.

### Objectif et but :

Le but essentiel du C.L.E.R. est " de collecter, de classer et d'archiver tout ce qui a un rapport avec l'anarchisme", ce centre doit contenir des écrits, oeuvres, revues et journaux philosophiques et sociologiques, car nous considérons la philosophie et les sciences humaines comme des piliers fondamentaux pour tout esprit critique convaincu par la pluralité, la diversité et la différence, et pour l'impossibilité de tracer un modèle d'une société prédéterminée. La spontanéité et la liberté d'action et de penser sont insurmontables pour la construction de toute société qui respecte la dignité humaine, et nous donnons ainsi la priorité nécessaire aux sciences humaines et non aux idéologies, l'action des individus et groupes autonomes et libres non pas les textes "sacrés", la propagande et les slogans. Nous allons mettre une bibliothèque riche ( livres, revues, journaux, affiches, tracts, cassettes vidéo, documents, thèses et recherches universitaires ... cela par de langues différentes. La traduction en arabe sera l'une des préoccupations du centre, ainsi que l'organisation des débats, des séminaires, des expositions ... et d'autres activités qui facilitent la rencontre des militants et écrivains libertaires à travers le monde. Nous sommes conscients des difficultés à venir, la tâche devant nous est énorme, mais avec la participation et la collaboration avec d'autres centres de même nature nous y aboutissons. Nous appelons tous les centres de recherche sur l'anarchisme ainsi que tous les militants anarchistes et libertaires de nous aider à réaliser ce rêve, car nous ne posons jusqu'à présent que la volonté de faire et d'agir, le journal "Ici et Maintenant" est un exemple.

Amitié libertaire  
Brahim Fillali.



**Infos et Analyses Libertaires**, journal de la  
Coordination des **Groupes Anarchistes**.  
Directeur de la publication: Edward Sarboni.  
Rédaction et administration:  
C.E.S. BP 233  
66002 Perpignan cedex.  
ISSN 07514530.  
Dépot légal 3<sup>ème</sup> trimestre 2005.  
N° 55  
Conception graphique : NONO et Jièmté

Ce journal aborde des thèmes qui vous intéressent, vous souhaitez soutenir la Coordination des Groupes Anarchiste, faites nous le savoir en demandant 3 N° gratuits, ou en vous abonnant à 6 N° pour un an, au prix de 8 Euros. Si une version informatique vous convient mieux, fournir une adresse électronique. Remplir le formulaire ci-dessous et l'envoyer au secrétariat (adresse ci-contre)

Nom:	Prénom:
Adresse:	
Code postal:	Ville:
Souhaite recevoir 3 N° Infos & Analyses libertaires gratuits	Envoyer un courrier avec 3 enveloppes format A5 comportant votre adresse et timbrées à 0,64€.
Souhaite s'abonner pour un an	Joindre un chèque de 8 Euros (Abonnement soutien 15 Euros)
Souhaite recevoir Infos & Analyses libertaires par mail.	Email:

## Pour contacter la Coordination des groupes anarchistes:

Site Internet: <http://www.c-g-a.org/public/>  
Courrier électronique: [secrétariat@c-g-a.org](mailto:secrétariat@c-g-a.org)

### La CGA à Montpellier

Secrétariat  
Groupe Un Autre Futur  
20, Rue Terral  
34000 MONTPELLIER  
(permanences le samedi de 14h à 19h)

### La CGA à Toulouse

Groupe Albert Camus  
36, Rue de Cugnaux  
31300 TOULOUSE  
(permanences le Mardi de 18h à 20h)

### La CGA à Perpignan

Groupe Puig Antich  
2, rue Théodore Guiter  
Ecrire à: C/O CES, BP 233  
66002 PERPIGNAN CEDEX  
Permanence tous les samedis  
de 15 à 19 heures en hiver et de 17 à 19 heures en été

### La CGA à Auch

Groupe Les Fédérés  
c/o Secrétariat CGA  
20, Rue Terral  
34000 MONTPELLIER

### La CGA dans la Cerdagne et le Capcir

Groupe Mata Negra  
c/o Secrétariat CGA  
20, Rue Terral  
34000 MONTPELLIER

### La CGA dans l'Aude

Liaison Aude  
C/O Secrétariat CGA  
20, Rue Terral  
34000 MONTPELLIER

### La CGA dans les bouches du Rhône

Liaison Bouches du Rhône  
C/O Secrétariat CGA  
20, Rue Terral  
34000 MONTPELLIER

### La CGA à Béziers

liaison Beziers  
c/o Secrétariat CGA  
20, Rue Terral  
34000 MONTPELLIER

### La CGA dans la Sarthe

liaison Maurice Fayolle de la Sarthe (72)  
Permanence le 3ème samedi du mois de 14h30 à 17h, au 3ème étage de la maison des associations, 4 rue d'Arcole, Le Mans ( E-mail : [cga72@no-log.org](mailto:cga72@no-log.org) )

### La CGA en région parisienne

Liaison Seine saint Denis  
e-mail [liaison93@c-g-a.org](mailto:liaison93@c-g-a.org)